

Histoire mouvementée du pays en 1914-1915

Paul Eyschen, Marie-Adélaïde et la P

Un éclairage sur deux «oubliés» de l'historiographie luxembourgeoise

Denis Scuto*

Sur quoi et sur qui les historiens d'un pays écrivent-ils? Ou n'écrivent-ils pas? Et pourquoi? – Comment expliquer que Paul Eyschen (1841-1915), le Premier ministre luxembourgeois qui détient toujours le record de longévité à ce poste – plus de 27 ans, de 1888 à sa mort, en 1915 –, le constructeur de l'État moderne luxembourgeois, n'a droit qu'à 21 notices dans le catalogue sujet de la Bibliothèque nationale?

Patriae inserviando consumer: «Il a sacrifié toute sa vie au service de sa patrie, le Grand-Duché de Luxembourg», lit-on dans les journaux le lendemain de sa mort. Et pourtant, les historiens ont moins publié sur Eyschen que sur ses successeurs Joseph Bech (ministre d'État pendant 16 ans) ou Pierre Werner (20 ans).

Deux figures historiques largement ignorées dans l'historiographie

«Das Land hat ein Recht darauf, daß eine berufene Feder der Laufbahn dieses Toten ein ausführliches Werk widmet. Denn die Geschichte seines Lebens ist zum größten Teil die Geschichte unseres Landes», écrit la *Luxemburger Zeitung* le 12 octobre 1915. Et pourtant, jusqu'à aujourd'hui, une seule longue notice biographique, aux accents hagiographiques, lui a été consacrée par Jules Mersch dans le cinquième fascicule de sa *Biographie nationale du pays de Luxembourg*.¹ Aucun des historiens importants de l'époque contemporaine ne lui a consacré une étude fouillée.

Comment expliquer que 17 publications seulement se sont penchées sur la figure historique de la première souveraine des Nassau-Weilburg née sur le sol luxembourgeois, Marie-Adélaïde (1894-1924), alors que 140 s'intéressent à sa soeur puînée, Charlotte, qui lui a succédé sur le trône grand-ducal?

A son avènement au trône en 1912, une plume de la gauche, Joseph Hansen, avait écrit: «... voici que le patriotisme cessera d'être une idée abstraite pour les Luxembourgeois: il prendra forme et corps.» Et pourtant, dans le beau catalogue rétrospectif de l'exposition au Musée national d'histoire et d'art consacré à «100 Joër Lëtzebuurger Dynastie» (1890-1990), le lecteur trouve des articles sur les règnes du Grand-duc Adolphe, de Charlotte et de Jean, mais aucun sur Marie-Adélaïde.²

Dans l'historiographie luxembourgeoise, Paul Eyschen apparaît comme un petit homme d'État et Marie-Adélaïde comme une petite duchesse. Tout comme la Première guerre mondiale apparaît dans le cadre luxembourgeois comme la petite guerre en comparaison avec la Seconde Guerre mondiale.

Les raisons de cette triple méséstime sont à mon avis les mêmes. Eyschen, Marie-Adélaïde et la Première guerre mondiale n'entrent pas harmonieusement dans le discours de la *manifest destiny* du grand-duché de Luxembourg qui a été élaboré au cours du XX^e siècle. Dans ce discours, pour lequel le Luxembourg était «manifestement destiné» à devenir et rester ce pays indépendant et

prospère que nous connaissons aujourd'hui, les politiques suivies par le chef du gouvernement et la souveraine en 1914-1915 font désordre.

Le discours de la *manifest destiny* a mis l'accent sur le consensus autour de la nation luxembourgeoise en présentant les doutes sur la viabilité de cet État et les conflits politiques comme l'exception, comme non-luxembourgeois. Dans ce discours, la Première guerre mondiale pêche par ses luttes intestines là où le *Burgfrieden* aurait dû régner. Dans ce discours, les choix diplomatiques du gouvernement Eyschen et de la Grande-Duchesse en 1914-1915, les conflits entre le gouvernement Eyschen et Marie-Adélaïde, les actes de politique intérieure posés par la Grande-Duchesse ne collent pas avec le *master narrative* construit à partir de l'entre-deux-guerres.

Histoire-mémoire et histoire-science

L'historien Christian Calmes, dans un article de 1976, intitulé «Août 1914: Les protestations officielles luxembourgeoises contre l'invasion allemande», explique aux lecteurs que ces événements de 1914 étaient longtemps restés tabous pour les hommes de sa génération: «Tout cela changera à la suite de la deuxième guerre mondiale du fait de l'attitude de la Couronne, du Gouvernement et de la population. N'ayant pas collaboré quand sonna en Europe occupée l'heure de collaboration, le pays et ses citoyens peuvent désormais se pencher sur les événements du 2 août 1914 sans risquer de nuire au pays (préoccupation à laquelle les ressortissants d'un petit pays sont nécessairement très sensibles) et qui explique un certain conformisme dans le domaine de la recherche historique.»³

En fait, ce n'est pas tant le conformisme qui pose problème, mais la confusion chez beaucoup d'historiens luxembourgeois du XX^e siècle entre histoire-mémoire et histoire-science. Chez Christian Calmes, l'histoire est un acte de reconnaissance, d'hommage ou de réhabilitation des acteurs du passé. Cette histoire-mémoire a comme premier devoir de cimenter des identités collectives («nous Luxembourgeois») en jouant sur des ressorts émotionnels. En suivant le raisonnement de Christian Calmes, l'historien doit prendre garde à ne pas «nuire au pays». Formulés autrement, cette histoire-mémoire demande aux historiens de susciter et promouvoir l'amour de la patrie.

Voilà pourquoi Calmes doit mobiliser le mythe de la nation résistante de 1940-1945 et le mythe de l'absence de collaboration pour justifier la première étude critique de l'attitude du Gouvernement et de la Couronne en 1914. Le jugement de valeur positif sur la période de la Seconde Guerre mondiale rend acceptable une critique de la période de la Première Guerre mondiale.

Les historiens d'aujourd'hui refusent ce type d'histoire-mémoire, parce que l'histoire-science obéit à d'autres principes. Ils visent à analyser, comprendre et expliquer le passé et non à porter des jugements de valeur sur les événements et les personnages historiques. Ils tentent d'établir les faits grâce à la critique scientifique des sources et de ne tirer comme conclusions que celles qui s'im-



La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde a régné de 1912-1919.
(Photo: Grieser)

posent à leur examen. Que ces conclusions plaisent ou non au public ou aux hommes politiques.

Cet article-ci vise, cent ans après les faits, à faire le point sur ces événements à travers une lecture et une réinterprétation, dans une optique d'explication et non de jugement, des études d'historiens comme Christian Calmes et Gilbert Trausch, mais aussi des documents diplomatiques allemands, français et anglais de l'époque.

La politique étrangère de Paul Eyschen

Paul Eyschen, député depuis 1866, ministre de la Justice depuis 1876, ministre d'État (et des Affaires étrangères) à partir de 1888, a oeuvré toute sa vie pour accroître la prospérité du Grand-Duché de Luxembourg dans le cadre du statut d'indépendance et de neutralité désarmée garanti par le Traité de Londres de 1867. Sa politique étrangère est imprégnée par une perception réaliste de la position internationale du pays: le Grand-Duché se situe dans la sphère d'influence politique et économique de l'Allemagne.⁴ Tout en respectant scrupuleusement les obli-

gations liées au statut de neutralité du pays, son principal souci est le même en 1888 qu'en 1913: ménager, ne pas froisser, ne pas déplaire à l'Allemagne du *Zollverein*. En 1902, le Grand-Duché a, par anticipation, renouvelé l'union douanière et la convention ferroviaire avec l'Allemagne jusqu'en 1959. L'industrialisation du pays et, partant, l'accès à la prospérité économique, s'est accomplie, sous l'ère Eyschen, dans une dépendance multiple à l'égard du Reich: dépendance à l'égard des matières premières, des débouchés, des transports, des capitaux, de la main d'oeuvre.

L'historien Gilbert Trausch a relevé cette phrase révélatrice de Paul Eyschen à la Chambre des Députés en 1913, prononcée dans le contexte de l'achat d'engrais potassiques par les agriculteurs luxembourgeois: «Il n'y aura plus de différence désormais entre le Grand-Duché et les autres parties de l'Empire d'Allemagne.»⁵ Les résistances à cette «pénétration pacifique»⁶, à la germanisation du pays se développent dans une partie de la presse et de l'opinion publique qui ne cache pas son aversion pour le monde prussien et sa francophilie.

L'attitude pro-allemande de Paul Eyschen en politique étrangère transparaît nettement dans l'immédiat avant-guerre et au début de la guerre, de 1912 à 1915. Dans le contexte de la montée des tensions internationales la «question du

Première Guerre mondiale

Luxembourg» refait surface et est posée dans des articles de presse des pays voisins.⁷ En 1913, la «Trierische Landeszeitung» soutient que la faiblesse des fortifications et de la garnison de Trèves créent une brèche dans le dispositif militaire allemand, brèche rendue encore plus dangereuse par une neutralité luxembourgeoise «à laquelle plus personne ne croit». La presse française spéculait de son côté sur un éventuel passage des armées allemandes à travers le Luxembourg et la Belgique pour contourner les fortifications françaises. Dans plusieurs articles, notamment dans *Le Matin*, le sénateur Henri Bérenger, popularise l'expression de «trouée du Luxembourg». La question du respect – et du non-respect – de la neutralité luxembourgeoise ne quitte plus le devant de la scène de l'actualité politique.

Quelle est la position du ministre d'Etat? Dans son traité de droit public luxembourgeois, publié en Allemagne en 1890 et réédité en 1910, Eyschen exprime sa confiance dans le traité de Londres de 1867 et la garantie collective de la neutralité par les puissances européennes.⁸ En cas de violation de cette neutralité, il avertit – dans ce traité mais aussi dans des prises de position publiées dans la presse internationale – que le pays sera prêt à se défendre par des actes de résistance passive (p. ex. dynamitage des ponts, des tunnels).⁹

Le gouvernement Eyschen et Marie-Adélaïde face à l'invasion allemande

Dans beaucoup de manuels d'histoire, les opérations militaires de la Première guerre mondiale commencent le 2 août 1914, par l'invasion du Grand-Duché de Luxembourg. En fait, les premiers soldats allemands ont violé la neutralité du territoire luxembourgeois dès le 1^{er} août. Dans l'après-midi six automobiles avaient conduit à Troisvierges cinq officiers et des soldats du 69^e régiment de Trèves qui avaient occupé la gare et détruit 150 mètres de rails sur la voie ferrée menant vers la Belgique. Eyschen demande des excuses de la part du gouvernement du Reich et invoque le respect de la neutralité.¹⁰

Le lendemain, à partir de 4 heures du matin, les troupes allemandes pénètrent sur le territoire luxembourgeois par les ponts de Wasserbillig et Remich et des trains blindés avec des troupes et des munitions sont acheminés par chemin de fer de Wasserbillig à Luxembourg. La France a, de son côté, retiré ses troupes à 10 km de la frontière luxembourgeoise. Le gouvernement Eyschen se limite à faire part de «ses protestations énergiques» contre la violation du traité de Londres de 1867 (garantissant la neutralité).

Contrairement aux annonces avant-guerre du Premier ministre, aucun acte de résistance passive n'est posé de la part des autorités luxembourgeoises. Le 1^{er} août au soir, le bourgmestre de Clervaux, Emile Prum, avait envoyé ce télégramme à Eyschen: „6 autos officiers allemands 69 régiment Trèves ont occupé force gare Troisvierges si me donnez ordre ferai sauter cette nuit tous les ponts chemin de fer territoire Clervaux.»¹¹ Eyschen ne répond pas.

La grande-duchesse Marie-Adélaïde demande des explications à l'empereur Guillaume II. Bethmann Hollweg, le chancelier, et von Jagow, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, répondent que ces mesures militaires ne représentent pas un acte hostile à l'égard du Luxembourg, mais une mesure préventive pour protéger les chemins de fer luxembourgeois contre l'armée française qui avancerait vers Luxembourg (affirmation mensongère). En même temps, ils promettent des réparations complètes pour les dégâts causés.¹²

Au lieu de s'adresser aux puissances garantes de 1867 pour faire respecter la neutralité, Eyschen transmet le point de vue de l'envahisseur allemand, sans commentaire ni protestation, aux ministres des Affaires étrangères belge, néerlandais, britannique, français, russe et autrichien. Sans dénoncer la violation de la convention ferroviaire de 1872. Sans mentionner que les troupes françaises n'avaient nullement pénétré le territoire luxembourgeois. Sans donc souligner la fausseté de l'argument utilisé par l'envahisseur allemand d'une attaque française imminente. Sans critiquer la proposition d'indemnisation.¹³

Le 3 août, devant la Chambre des Députés qui se réunit en session extraordinaire, Eyschen continue à faire preuve de compréhension pour l'occupant allemand. Eyschen, surpris par l'invasion du pays, tente désespérément de réinterpréter l'événement. Il développe longuement le fait que les autorités allemandes auraient cru à de «fausses nouvelles» sur la présence de troupes françaises au Luxembourg. Il croit ou feint de croire ensuite à une occupation seulement passagère du pays. Il nie le caractère militaire d'une occupation qu'il définit comme respectueuse de l'autonomie du pays: «Mais notre situation actuelle présente un caractère spécial. Il y a une occupation de fait, certainement, mais les droits luxembourgeois jusqu'ici n'ont pas subi de modification ni d'altération en droit. C'est un fait excessivement important.»¹⁴ Eyschen propose en d'autres mots publiquement un régime de coexistence avec l'occupant allemand. La Chambre se rallie à la démarche du gouvernement.

* Denis Scuto est enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg. Il a consacré une étude à Paul Eyschen et la Première Guerre mondiale dans l'ouvrage collectif «1914-1918. Guerre(s) au Luxembourg», qui sort ce mois-ci.

¹ Mersch Jules, Paul Eyschen (1841-1915), in: *Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, 6^e fascicule, Luxembourg, 1953.
² 100 Joer Lëtzebuurger Dynastie. Catalogue de l'exposition au Musée national d'histoire et d'art, Luxembourg, du 30 novembre 1990 au 6 janvier 1991, Luxembourg, 1990.
³ Calmes Christian, Août 1914: Les protestations officielles luxembourgeoises contre l'invasion allemande, in: *Hémécht, Revue d'histoire luxembourgeoise*, 4/1976, p. 416.
⁴ voir sur la politique étrangère de Paul Eyschen: Trausch Gilbert, *La course cycliste Nancy-Luxembourg en 1913 et les relations du Luxembourg avec la France et l'Allemagne*. Le

Politique d'accommodement avec l'occupant allemand

Dans son discours du Trône – rédigé par Eyschen – pour l'ouverture solennelle de la Chambre des Députés, le 10 novembre 1914, la grande-duchesse Marie-Adélaïde officialise le maintien de la «politique de neutralité» face aux Alliés comme face aux Allemands qui ont justement violé cette neutralité: «Le pays ne se considère nullement délié des obligations lui imposées par le passé, il continuera à les remplir loyalement. Notre protestation reste donc debout et Nous la maintenons dans toute sa teneur. (Bravo!)»¹⁵

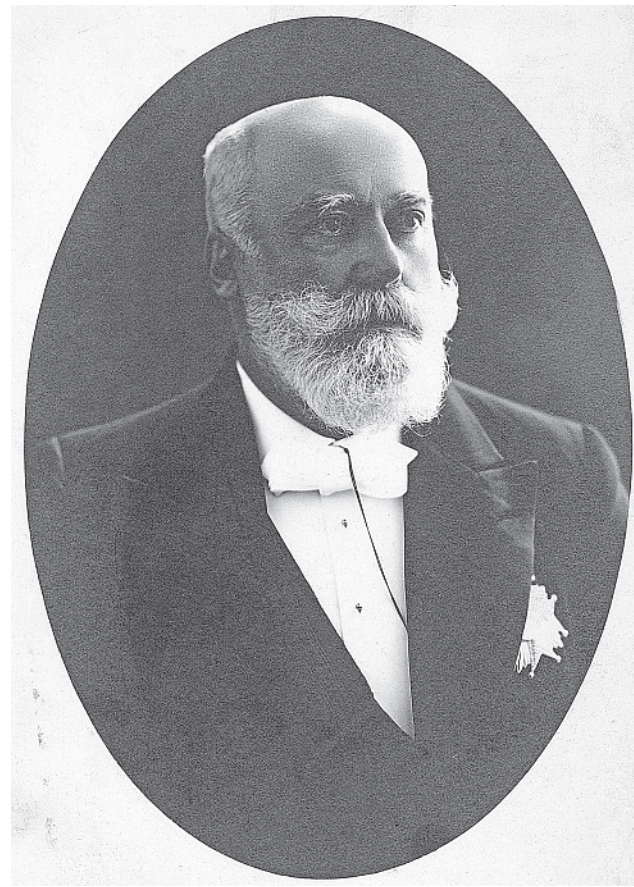
Protestations platoniques du gouvernement et de la grande-duchesse, alignement sur les thèses mensongères de l'envahisseur, concours apporté par Eyschen au renvoi des ambassadeurs de France et de Belgique, acceptation des indemnités comme prix de l'occupation, puis réception du Kaiser au palais grand-ducal et réception d'Eyschen à la table de l'Empereur: pour les Alliés, pour la France et l'Angleterre, le Grand-Duché a choisi son camp, celui de l'Allemagne. Dès le 8 août 1914, le président de la République française, Raymond Poincaré, déclare à l'ambassadeur de Belgique: «Ce pays n'a pas fait son devoir.»¹⁶ L'ambassadeur de France à La Haye tranche tout aussi clairement, dans une note au ministre des Affaires étrangères, Delcassé, le 29 octobre 1914: «De mes conversations avec Eyschen, il me reste l'impression que le gouvernement luxembourgeois s'est accommodé trop facilement et de la violation du territoire luxembourgeois et des événements qui l'ont suivie.»¹⁷

Comment expliquer que le gouvernement Eyschen, d'accord avec la grande-duchesse Marie-Adélaïde, s'engage en août-septembre 1914 sur la voie d'une politique d'accommodement avec l'occupant allemand?

1. D'abord, elle se situe dans le prolongement de la politique étrangère suivie par Eyschen depuis 1888 et qui vise avant tout à ne pas déplaire à l'Allemagne. Ensuite, comme beaucoup d'autres observateurs de l'été 1914, Eyschen et Marie-Adélaïde croient en une victoire rapide de l'Allemagne. Et ils savent que le sort du Grand-Duché sera entre les mains du vainqueur de la guerre. Le *Sep-*

fait divers en histoire, in: *Le Luxembourg en Lotharingie. Mélanges Paul Margue*, Luxembourg, 1993, p. 697-721.

⁵ cité chez: Trausch Gilbert, *Le Luxembourg. Emergence d'un Etat et d'une Nation*, Anvers, 1989, p. 280.
⁶ *Zur Germanisierung Luxemburgs*, Luxemburger Wort, 9.4.1906, p. 1.
⁷ Trausch Gilbert, *Course cycliste...*, p. 701ss.
⁸ *Das Staatsrecht des Großherzogthums Luxemburg*. Bearbeitet von Herrn Dr. Eyschen, Freiburg i. Br., J. C. B. Mohr, 1890, p. 23 ss.
⁹ *Das Staatsrecht des Großherzogthums Luxemburg*, von Dr. Eyschen, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1910, p. 22-23.
¹⁰ Télégramme d'Eyschen à von Jagow, du 1^{er} août 1914, à 21.15, reproduit dans: *Livre gris luxembourgeois. La neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918. Attitude des pouvoirs publics*, Luxembourg, janvier 1919, Annexes, p. 1.
¹¹ Télégramme de Prum à Eyschen, du 1^{er} août 1914, à 20.25, ANLux, AE-00405, p. 17.



Paul Eyschen (1841-1915), Premier ministre pendant 27 années de 1888 à sa mort. (Photo: Archives Luxemburger Wort)

tember-Programm de Bethmann Hollweg voit le Grand-Duché en *Bundesland* du Reich. L'historien Gilbert Trausch prête au chef du gouvernement et à la souveraine l'analyse et les calculs suivants: «Il est plus que probable que les hommes politiques, les militaires et les princes, à commencer par le Kaiser, qui passent par le Luxembourg, ont fait comprendre – ne serait-ce que par des insinuations ou par les silences embassés opposés à des interrogations – à Marie-Adélaïde et à Paul Eyschen ce qui attendait le grand-duché en cas de paix victorieuse, ce dont peu de gens doutaient à l'époque. D'où aussi le souci du gouvernement de ménager l'Allemagne. Mieux valait encore devenir un *Bundesland* qu'un *Reichsland* comme l'Alsace-Lorraine. On conserverait au moins la dynastie et une forme de gouvernement luxembourgeois.»¹⁸

(suite page 10)

¹² Livre gris luxembourgeois, Annexes, p. 4 et 5.

¹³ Pour le détail voir l'article cité de Christian Calmes: Août 1914: Les protestations officielles luxembourgeoises contre l'invasion allemande, in: *Hémécht, Revue d'histoire luxembourgeoise*, 4/1976, p. 407-446.

¹⁴ Livre gris luxembourgeois, Annexes, p. 10-11.

¹⁵ Id., p. 16.

¹⁶ cité chez: Trausch Gilbert, *La stratégie du faible: Le Luxembourg pendant la première guerre mondiale (1914-1919)*, in: Trausch Gilbert (dir.), *Le rôle et la place des petits pays en Europe au XX^e siècle*, Baden-Baden/Bruxelles, 2005, p. 54.

¹⁷ ANLux, Microfilms, Divers, Archives des Affaires étrangères Paris, Guerre 1914-1918, Luxembourg.

¹⁸ Trausch Gilbert, *La stratégie du faible...*, p. 67.

Retour sur deux parias de l'historiographie luxembourgeoise

Eyschen, Marie-Adélaïde et la Première Guerre

(suite de page 9)

2. Une politique de cohabitation apparaît aux yeux du gouvernement dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise dépendante du Reich. La meilleure illustration est fournie par le dossier de l'industrie sidérurgique. Alors que la société belge d'Ougrée-Marihayne préfère fermer son usine de Rodange, les deux sociétés allemandes et l'Arbed luxembourgeoise veulent reprendre la production. C'est Paul Eyschen lui-même qui, le 11 septembre 1914, rend l'ambassadeur allemand von Buch attentif à l'importance stratégique de cette industrie: «Die teilweise Wiederaufnahme der luxemburgischen Eisen- und Stahlindustrie ist nicht nur im Interesse der hiesigen Arbeiterbevölkerung sondern auch in demjenigen der westfälischen Kohlenindustrie sowie der Heeresverwaltung sehr erwünscht. Dass die Förderung der Kohlenindustrie auch in militärischem Interesse liegt, brauche ich nicht besonders hervorzuheben.»¹⁹ Tout au long de la guerre, les usines allemandes et luxembourgeoises du Grand-Duché travailleront de façon directe ou indirecte pour l'effort de guerre allemand, montrant clairement les limites de la politique de neutralité officiellement proclamée.

3. Cette politique d'accommodement permet enfin aux autorités luxembourgeoises d'espérer un traitement clément de la population civile par l'occupant militaire allemand. Il s'agit d'un souci majeur de Paul Eyschen qui correspond à la posture de «père de la patrie» qui lui est attribuée déjà de son vivant et qu'il affectionne. Dans une proclamation du 15 août 1914, signée non par le gouvernement mais par le seul ministre d'Etat, ce dernier recommande à la population de continuer à faire preuve d'une attitude correcte à l'égard de l'occupant en insistant que «dans plusieurs pièces officielles des autorités allemandes, le Luxembourg a été déclaré un pays ami» contrairement à la France et à la Belgique où «plusieurs localités ont été réduites en cendres par les autorités militaires allemandes».²⁰

L'attitude politique adoptée par le gouvernement et la grande-duchesse, partagée d'ailleurs par la Chambre et par l'opinion publique ne manque pas de cohérence. Malheureusement pour leurs calculs et leur politique, les prévisions d'une victoire rapide de l'Allemagne ne se réalisent pas. Avec le coup d'arrêt de la Marne (mi-septembre 1914), il devient vite clair que miser sur l'Allemagne n'est plus nécessairement le bon choix.

Comme le souligne la correspondance diplomatique française mais aussi allemande, dès l'automne 1914, le Premier ministre luxembourgeois commence à envisager une éventuelle défaite allemande. Voici ce que rapporte l'ambassadeur allemand à Berne, von Romberg, au chancelier Bethmann Hollweg concernant un entretien qu'Eyschen a eu avec le président de la Confédération helvétique Hoffmann, en novembre 1914: «Befürchtungen hätte Eyschen nur geäußert für den Fall eines deutschen Rückzugs, da die Stadt Luxemburg, die sich durch ihre Lage außerordentlich zur Verteidigung eigne, dann gewiß zu leiden haben werde.»²¹ Eyschen mentionne ces

crainces dans le cadre de son initiative de médiation pour une paix de conciliation à Berne, à La Haye et même auprès du Vatican, initiative qui échoue sur toute la ligne, puisqu'elle est condamnée par la diplomatie belge et française et qu'elle renforce la réputation de germanophilie du ministre d'Etat.²²

Un changement d'attitude peu crédible aux yeux des Alliés

A partir d'octobre 1914, Eyschen change donc d'attitude et multiplie les contacts diplomatiques avec les Alliés, notamment pour régler la question de l'approvisionnement du Grand-Duché par l'intermédiaire de pays neutres. Il se rend à La Haye et tente de convaincre les autorités néerlandaises, mais aussi les diplomates français et anglais de faire transiter les marchandises par un port hollandais puis de les acheminer via l'Allemagne vers le Luxembourg.

Cette tentative tout comme celle de faire approvisionner le pays par la Commission Hoover à l'image du ter-

ritoire belge occupé se heurtent à l'opposition déterminée des Anglais.²³ Pour eux, le Grand-Duché est un territoire ennemi et il appartient à l'occupant allemand de le ravitailler. La politique d'accommodement du gouvernement et de la Grande-Duchesse est montrée du doigt. Le 27 octobre 1914, le ministre des Affaires étrangères britannique, Edward Grey, écrit à son ambassadeur à La Haye, en réponse à la requête Eyschen en matière de ravitaillement: «We cannot facilitate food going to Luxembourg. Luxembourg threw in its lot with Germany, not unwillingly.»²⁴

Les milieux diplomatiques anglais et français reprochent à Marie-Adélaïde

d'avoir reçu le Kaiser, même si la responsabilité politique en incombe à Eyschen, et d'être inspirée par tout un entourage de conseillers allemands. L'entourage de la Grande-Duchesse est en effet en 1914/1915 presque exclusivement allemand: le baron de Syberg-Sümmern, grand chambellan; le baron de Ritter-Grünstein, maréchal de la Cour; le baron de Brandis, veneur; de Bohlen et Halbach, écuyer de la Cour; le comte de Stolberg-Stolberg, chambellan de service; le baron de Dungen, chambellan; le baron de Thienen-Adlerflycht, chambellan; le comte de Villers, chambellan; la baronne de Preen, grande maîtresse; la comtesse de Montgela, dame d'honneur; les baronnes de Syberg-Sümmern et de Hirschberg, dames du Palais. Juste les aides de camp, van Dyck et Speller, ainsi que le secrétaire pour les affaires du Grand-Duché, de Colnet d'Huart, sont des Luxembourgeois.²⁵

Le gouvernement Eyschen et Marie-Adélaïde ont recherché un arrangement à l'amiable avec l'envahisseur allemand: Voilà la raison évoquée par le Foreign Office pour s'opposer à un ravitaillement par le biais de la «Commission for relief in Belgium», présidée par l'Américain Herbert Hoover. Le ministre des Affaires étrangères Grey écrit à Hoover, le 30 avril 1915: «As a matter of fact, Luxemburg suffers, not because she has protested, but by the mere fact that Germany has overrun her. So far as I know, any protest she may have made has not led to any rupture of relations between herself and Germany, nor to the abrogation or suspension of any of her treaties with Germany. She is a member of the German Zollverein (...).»²⁶ Le 3 mars 1915, un autre diplomate anglais avait adressé ce commentaire en marge d'un mémorandum sur le futur du Grand-Duché: «Luxembourg is beginning to wish that it had not acquiesced so tamely in the German advance.»²⁷

(à suivre)

Marie-Adélaïde quittant la Chambre des députés après sa prestation de serment (18 juin 1912). Derrière elle trois dames de la Cour dont aucune n'est luxembourgeoise.



¹⁹ Dossier ANLux, AE-00554: Usines du Grand-Duché – Production de matériel de guerre, lettre citée chez: Trausch Gilbert, Contribution à l'histoire sociale de la question du Luxembourg 1914-1922, in: Hémecht, Revue d'histoire luxembourgeoise, 1974, p. 15.

²⁰ ANLux, AE-00405, p. 451.

²¹ Note de von Romberg à Bethmann Hollweg, du 3 décembre 1914 (Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes Berlin (PA AA), R8158, Luxembourg 1).

²² Trausch, La stratégie du faible, p. 65.

²³ Hoffmann Serge, Les difficultés de ravitaillement du Grand-Duché pendant la première guerre mondiale, in: Galerie. Revue culturelle et pédagogique, 1985, n° 1, p. 29ss.

²⁴ ANLux, Microfilms, Fonds Divers-260/5, Pro London: février-décembre 1914 (Copies de documents provenant des archives britanniques).

²⁵ Annuaire officiel du grand-duché de Luxembourg pour 1915, Luxembourg, 1915, p. 43-46.

²⁶ ANLux, Microfilms, Fonds Divers-260/6, Pro London: janvier 1915-décembre 1915.

²⁷ Minutes d'un diplomate anglais du Foreign Office (paraphe: R. S.) commentant un mémorandum sur l'avenir du Luxembourg, ANLux, FD260/6, Pro London: janvier 1915-décembre 1915.

Histoire mouvementée du pays en 1914-1915 (2/2)

Paul Eyschen, Marie-Adélaïde et la Première Guerre mondiale

Un éclairage sur deux «oubliés» de l'historiographie luxembourgeoise

Denis Scuto*

Deux figures largement ignorées dans l'historiographie luxembourgeoise sont Paul Eyschen, Premier ministre pendant 27 années (1888-1915), et la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde ayant régné de 1912 à 1919. Les péripéties au cours des années 1914-1915 documentent une histoire mouvementée du pays au début de la Première Guerre mondiale. (Première partie: voir Die Warte n° 29/2451 du 13 novembre 2014)

Les tentatives de Paul Eyschen de reconquérir progressivement les sympathies de la France échouent, comme le montrent non seulement la question du ravitaillement du pays mais encore le dossier des bombardements aériens alliés. Le Grand-Duché a été bombardé une première fois dans la nuit du 22 au 23 août 1914 par la France. Un an plus tard, le 30 septembre 1915, la ville et les faubourgs de Luxembourg le sont à nouveau. Eyschen qui se trouve à Berne pour obtenir l'accord de la France pour un ravitaillement du Luxembourg par la Suisse se rend le 3 octobre auprès de l'ambassadeur de France pour demander des explications, en évoquant les «populations luxembourgeoises qui n'ont cessé d'être fidèles aux Alliés». ²⁸ Il est intéressant de noter que le Premier ministre insiste sur l'attitude de la population luxembourgeoise et non des élites. Les sympathies de la population pour cette France, où les jeunes Luxembourgeois font leur Tour de France et les jeunes Luxembourgeoises se placent en service domestique, et son aversion pour le monde prussien sont connues des milieux diplomatiques.

La réponse du ministre des Affaires étrangères français, Théodore Delcassé, le 7 novembre à l'ambassadeur français en Suisse sonne comme un arrêt de mort de la part des Alliés de la politique de neutralité menée par le gouvernement Eyschen et la Souveraine depuis août 1914: «Il ne saurait être question d'adresser une lettre d'explication à M. Eyschen au sujet du bombardement de la ville de Luxembourg. M. Eyschen n'ignore pas que depuis le 24 juillet, les Allemands ont déclaré que le Grand-Duché de Luxembourg était 'théâtre de guerre' (Kriegsschauplatz) ²⁹ et je ne sais pas que le Luxembourg ait protesté contre la décision prise par le Gouvernement impérial allemand. Le Grand-Duché ne saurait donc, à l'heure qu'il est, se qualifier de neutre. N'autorise-t-il pas, d'autre part, les usines de Gelsenkirchen à Esch s/Alzette, celles de Differdange et les usines Duscher à Wecker à travailler pour les Allemands? N'a-t-il pas accepté que les employés des chemins de fer luxembourgeois, à l'inverse de ce qui se passe



La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde a régné de 1912 à 1919. (Photo: Grieser)

en Belgique, continuent à assurer le service au bénéfice des Allemands? Pour toutes ces raisons, une attitude de protestation ne saurait se justifier.» ³⁰

Pour résumer: En jouant la carte de l'Allemagne en août 1914, dans la lignée de la politique étrangère des décennies d'avant-guerre et dans le but de préserver l'indépendance du pays ou du moins une forme d'autonomie dans un futur *Bundesland Luxemburg*, le gouvernement Eyschen et la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde se retrouvent complètement isolés sur le parquet international en 1915. La situation du Grand-Duché en cas de défaite de l'Allemagne et de paix victorieuse est fortement compromise. Alors que la Grande-Duchesse continue sur la voie qu'elle a empruntée, comme le montrera e. a. l'annonce des fiançailles de la princesse Antonia avec Rupprecht, prince héritier de Bavière, en août 1918, ³¹ Paul Eyschen en est pleinement conscient et a cherché en vain une porte de sortie.

Conflits de politique intérieure entre le gouvernement et Marie-Adélaïde

Aux revers en politique extérieure viennent s'ajouter les conflits entre le gouvernement Eyschen et Marie-Adélaïde en politique intérieure. Ces problèmes se solderont également par des échecs amers.

Il convient de replacer ces conflits dans leur contexte historique. Lorsqu'en 1890, le trône grand-ducal est passé des Orange-Nassau aux Nassau-

Weilburg, la question des prérogatives royales en matière d'exercice du pouvoir a été posée. Il est important de rappeler que Paul Eyschen a toujours défendu une interprétation monarchiste de la Constitution de 1868, dont il fut le rapporteur. Dans son traité de droit public de 1890, ainsi que dans la controverse qui l'oppose la même année à la Chambre des Députés à l'ancien ministre d'Etat Emmanuel Servais et à Alexis Brasseur, Eyschen a souligné que le Grand-Duc est le seul détenteur de la souveraineté de l'Etat, qu'elle n'est donc pas partagée entre le souverain et la représentation législative comme le soutiennent Brasseur et Servais. Pour Eyschen, elle est exercée par le Grand-Duc seul, dans les limites tracées par la Constitution. Ces droits du souverain ne sont d'après lui tempérés par la Constitution que dans la mesure où le Grand-Duc est tributaire de la collaboration directe ou indirecte de la Chambre et du Conseil d'Etat.

La controverse n'a pas vraiment été tranchée par la Chambre en 1890. Dans la pratique, la question ne s'est ensuite plus posée jusqu'en 1912, puisque les grands-ducs Adolphe et Guillaume IV se sont abstenus de toute intervention dans la politique du gouvernement Eyschen. Mais la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde entend exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles et intervenir dans les débats politiques.

D'un côté, elle rompt avec la pratique constitutionnelle de deux décen-

nies. Ce faisant, elle ignore la montée d'une véritable classe politique au Grand-Duché, reflétant l'élan puissant de l'industrialisation du pays, composée en grande partie de bourgeois libéraux et des premiers sociaux-démocrates qui mettent en avant les principes de démocratie et de souveraineté du peuple, ainsi que l'apparition de partis politiques: libéral, socialiste, catholique. En 1912, l'immixtion royale en politique fait figure de vestige d'un temps révolu.

D'un autre côté, Marie-Adélaïde ne fait que se conformer à l'interprétation monarchiste du constitutionnaliste Eyschen. La souveraineté est exercée par la Grande-Duchesse seule, mais elle a besoin de la collaboration avec la Chambre et le Conseil d'Etat. La Grande-Duchesse, renforcée dans ses convictions par son entourage allemand et catholique conservateur luxembourgeois, n'accepte pas le vote de la loi scolaire en 1912 et refuse dans un premier temps de la signer après son avènement au trône. C'est son droit.

Pour convaincre Marie-Adélaïde de signer et pour la protéger sur le plan institutionnel, Eyschen doit invoquer la nécessaire collaboration de la Chambre (et du Conseil d'Etat) et brandir le spectre de la crise constitutionnelle. Il l'a bien expliqué en rappelant le conflit autour de la signature de la loi scolaire devant la Chambre des Députés, le 22 janvier 1914: «J'ai demandé que cette loi fût traitée comme toutes les autres. Elle avait reçu une forte majorité à la Chambre, le Conseil d'Etat avait été unanime pour la proposer. Dans ces circonstances, le refus de signature eût certainement été un acte des plus graves. (...) j'ai été vivement attaqué pour avoir conseillé à la Couronne de ne pas refuser la signature à cette loi. Mais, Messieurs, c'eût été entraîner la jeune Souveraine dans une situation absolument inextricable et soulever un des plus graves conflits, dont certainement nous n'aurions pas vu de sitôt une solution satisfaisante. (...) N'aurait-on pas ainsi risqué de compromettre tout l'avenir de la Souveraine de ce pays absolument constitutionnel?» ³³

Marie-Adélaïde n'a pas seulement usé de ses prérogatives royales dans la question de la loi scolaire. Après la victoire du Bloc des gauches aux élections législatives de juin 1914 et communales d'octobre 1914, Marie-Adélaïde refuse la nomination aux postes de bourgmestre de personnalités de la gauche libérale ou social-démocrate. Les tentatives d'Eyschen et des milieux diplomatiques allemands pour faire revenir la Grande-Duchesse sur sa position et signer les nominations échouent. L'attitude de la Grande-Duchesse conduit à la démission de Pierre Braun, ministre de l'Intérieur, et de Charles de Waha, directeur général des Travaux publics. Le 22 février 1915, Eyschen présente la démission de son gouvernement à la ►

► Grande-Duchesse.³⁴ Un nouveau gouvernement Eyschen est formé; les libéraux Thorn et Leclère remplacent Braun et De Waha. Au grand soulagement des milieux diplomatiques allemands qui voyaient en Eyschen un ami de l'Allemagne, un garant de stabilité du pays occupé et un protecteur de la Grande-Duchesse, malgré son grand âge et sa santé fragile:

«Ob Eyschen bei seinem hohen Alter und seiner Gichtkrankheit den Anstrengungen einer zweiten Minister-Krisis aber gewachsen ist, ist mir sehr zweifelhaft. Sein völliges Ausscheiden aus dem Ministerium wäre aber sehr zu bedauern, denn er ist der einzige Mann, der im Lande Einfluss genug hat, um Ruhe und Ordnung aufrecht zu erhalten.»³⁵

Les milieux diplomatiques allemands sont provisoirement rassurés. Eyschen reste aux commandes et un libéral connu pour sa germanophilie, Victor Thorn, devient ministre. Toutefois les conflits entre Marie-Adélaïde et le gouvernement Eyschen autour des questions de nominations continuent.

L'affaire Oster

C'est le refus de nommer le candidat du gouvernement pour le poste de directeur de l'École normale, Edouard Oster, professeur à l'école industrielle et commerciale de Luxembourg et attaché de gouvernement, qui fait déborder le vase.³⁶ Edouard Oster avait été le précepteur de la princesse de 1908 à 1912. Il ne s'agit pas d'un anticlérical. Le refus de Marie-Adélaïde d'accepter cette nomination s'explique par le manque de ferveur religieuse d'Oster – il n'aurait pas fait régulièrement ses Pâques. La Grande-Duchesse veut imposer un prêtre, l'abbé Thill, ce que le gouvernement Eyschen refuse à un moment où le clergé boycotte la loi de 1912. Le 11 octobre 1915, de retour d'un voyage officiel en Suisse, Eyschen fait une dernière démarche pour convaincre la Grande-Duchesse. En vain. La démission du gouvernement est imminente. Mais dans la nuit, le ministre d'Etat meurt.

Les observateurs avisés ne manquent pas de faire le lien avec le conflit ouvert avec la souveraine, comme en témoigne cette note diplomatique française:

«M. Eyschen a succombé à une crise cardiaque causée par des questions intérieures. La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde est toujours sous l'influence de sa dame d'honneur, la comtesse de Mongelas (fille du ministre de Bavière à Dresde), ainsi, bien entendu, que sous celle des Allemands; sa mère s'en rend bien compte, mais n'y peut rien. On me dit d'autre part que M. Eyschen est mort en rentrant d'une séance très orageuse à la Cour (...).»³⁷

En fait, Eyschen meurt après avoir encaissé en ce début octobre 1915 un triple échec:

1. Après le veto de la France et de la Grande-Bretagne à la tentative du gouvernement luxembourgeois de faire approvisionner le pays par la Commission Hoover, Eyschen en personne a multiplié les voyages pour acheter des vivres dans les pays neutres (Pays-Bas, Suisse). Son voyage en Suisse se fait à un moment où les autorités luxembourgeoises savent que la récolte de 1915 ne suffit pas à faire la soudre jusqu'à la prochaine récolte.³⁸ Or, les exportations suisses dépendent également du bon vouloir des Alliés. Eyschen se voit contraint de négocier avec l'ambassadeur français à Berne

l'autorisation d'acheter en Suisse et de faire acheminer au Luxembourg plusieurs dizaines de wagons de riz et de pâtes.³⁹

2. Il a prolongé son séjour en Suisse dans l'espoir d'assurances françaises quant à l'arrêt des attaques aériennes. Mais il doit finalement partir sans avoir reçu de réponse et sans se faire d'illusions sur l'attitude future de la France. Le 6 octobre, il dépose à l'ambassade de France une protestation formelle puis repart pour Luxembourg. Les bombardements continueront tout au long de la guerre (136 bombardements, 53 morts).

3. A son retour, sa tentative de faire accepter le candidat du gouvernement, Edouard Oster pour le poste de directeur de l'École normale par la Grande-Duchesse échoue dans la soirée du 11 octobre 1915. En refusant, Marie-Adélaïde exerce à nouveau les prérogatives royales que la Constitution lui accorde, selon l'interprétation de Paul Eyschen.

1915: Clap fin pour Eyschen et Marie-Adélaïde

La mort de Paul Eyschen est directement liée à ces revers. Officiellement, il meurt des suites d'une crise cardiaque, dans sa maison rue Chimay, dans la nuit du 11 au 12 octobre 1915, à 0.30 heures, horaire indiqué dans l'acte de décès, cosigné par ses cousins Théodore Risch, avocat, et Joseph Wurth, directeur de banque, le bourgmestre de la ville de Luxembourg, La Croix, et les ministres Thorn et Mongenast.⁴⁰ D'après des rumeurs colportées dès les lendemains et qui persistent jusqu'à aujourd'hui, il se serait suicidé. La question n'a jamais été tranchée. L'historien de la tradition orangiste, descendant de notables libéraux, Auguste Collart, évoque la rumeur de suicide du ministre d'Etat et fait le lien entre sa mort, l'affaire Oster et l'échec de ses démarches auprès des Alliés: «Wäre Eyschen am Leben geblieben, hätte er die Sache bestimmt einzurenken gewußt. Zwar erzählte man, die Haltung der Großherzogin habe ihn in eine solche Verzweiflung gebracht, daß er vor Aufregung gestorben sei. Andere behaupteten sogar, er habe sich aus Gram vergiftet. Die bei Eyschen festgestellte Abgespanntheit dürfte aber vielmehr auf die Gespräche zurückzuführen sein, die er in der Schweiz mit Politikern der alliierten Länder geführt hatte. Waren ihm nicht Vorwürfe gemacht worden über seine Haltung den Deutschen gegenüber und die Ratschläge, die er der Großherzogin bezüglich der Behandlung des deutschen Kaisers gegeben hatte?»⁴¹

La soirée du 11 au 12 octobre 1915 conduit en même temps à la mort politique de la Grande-Duchesse. Le décès de Paul Eyschen la prive des services de son seul véritable protecteur institutionnel. Les premiers actes de la Grande-Duchesse, une fois affranchie de l'encadrement d'Eyschen, sont symboliques. Le 22 octobre, les membres restants du gouvernement Eyschen, Mongenast – chargé de former un nouveau gouvernement –, Thorn et Leclère démissionnent en raison des divergences de vue sur l'affaire Oster. Alors que la gauche dispose d'une majorité à la Chambre, la Grande-Duchesse nomme un homme de la droite, Hubert Loutsch, à la présidence du gouvernement, le 6 novembre 1915. Trois jours plus tard, le 9 novembre 1915, lors de l'ouverture de la Chambre, son nouveau Premier ministre, en énumérant et défendant les différentes initiatives de la Grande-

Duchesse, la lance dès son premier discours dans la mêlée politique, comme ne manque pas de le souligner l'ambassadeur allemand von Buch:

«Den größten Teil der Rede des Staatsministers nahmen Ausführungen darüber ein, was die Frau Großherzogin getan hätte, um die sich ihr entgegenstellenden Schwierigkeiten zu überwinden, wodurch er den Rednern der liberalen Parteien die Möglichkeit bot, sich direkt gegen die Krone zu wenden. Es ist dieses dann auch reichlich geschehen und immer dabei betont worden, daß, nachdem einmal der Staatsminister selbst die Krone in die Debatte hineingezogen hätte, auch ihrerseits nicht anders gehandelt werden könnte.»⁴²

Ensuite, comme le gouvernement Loutsch n'obtient pas la majorité à la Chambre, Marie-Adélaïde décide de dissoudre le parlement dans l'espoir que les élections donnent une majorité à la droite catholique. Mais, comme l'avait prévu l'ambassadeur allemand dès février 1915, la gauche reste majoritaire et ne pardonnera jamais ce qu'elle ressent comme un «coup d'Etat» de la Grande-Duchesse. Le 11 janvier 1916, un vote de méfiance de la majorité de gauche oblige le gouvernement Loutsch à démissionner.

Quelques mois après la mort de son protecteur, la Grande-Duchesse, en tenant à gouverner elle-même, ses adversaires politiques de la gauche, mais aussi ses conseillers et alliés de la droite ont accompli ce que Eyschen avait réussi à éviter: «entraîner la jeune Souveraine dans une situation absolument inextricable». Tirant les leçons de cet échec, elle quitte le devant de la scène politique, mais trop tard: elle reste dans le collimateur de la gauche à l'intérieur du pays et, dans cette guerre nouvelle qui n'oppose plus des princes mais des nations, des Alliés à l'extérieur. La voie qui mène à son abdication en janvier 1919 est ainsi largement tracée dès 1914-1915.

Deux citations en guise d'épilogue

Le 20 décembre 1918, le ministre des Affaires étrangères français Stephen Pichon tire le bilan de l'attitude politique du Grand-Duché pendant la guerre, du point de vue des Alliés, lors d'une entrevue avec le ministre d'Etat Emile Reuter: «Le Gouvernement français ne croit pas possible d'avoir des rapports ou des négociations avec le Gouvernement de la Grande-Duchesse qu'il considère comme s'étant gravement compromise avec les ennemis de la France.»⁴³ Le maintien de l'indépendance du Grand-Duché dans la nouvelle Europe de 1918/1919 passe par le remplacement de Marie-Adélaïde par Charlotte. Mais il faudra attendre encore un an et un référendum populaire avant que la France et la Belgique ne reconnaissent en janvier/février 1920 la nouvelle Grande-Duchesse.

Le 19 avril 1919, à la Conférence de Versailles, Clemenceau, président du Conseil français, dit au roi Albert de Belgique: «Je refuse de négocier avec le gouvernement actuel du Grand-Duché qui est un gouvernement allemand.» Le roi Albert lui répond qu'il y a eu un changement dans le personnel. M. Eyschen n'est plus au pouvoir.⁴⁴ Comme l'abdication de Marie-Adélaïde, la mort, volontaire ou non, de Paul Eyschen apparaît encore, trois ans et demi après les faits, comme le sacrifice politique nécessaire pour tirer un trait sur la politique pro-allemande suivie au début de la Première Guerre mondiale par le Grand-Duché et pour

repartir sur de nouvelles bases avec les Alliés, vainqueurs de la guerre... ■

* Denis Scuto est enseignant-chercheur à l'Université du Luxembourg. Il a consacré une étude à Paul Eyschen et la Première Guerre mondiale dans l'ouvrage collectif «1914-1918. Guerre(s) au Luxembourg», qui sort ce mois-ci.

²⁸ Télégramme de Beau à Delcassé du 3 octobre 1915 (ANLux, Microfilms, Divers, Archives des Affaires étrangères, Guerre 1914-1918, Luxembourg).

²⁹ Les protestations du gouvernement luxembourgeois contre la décision allemande de traiter le Grand-Duché de théâtre de guerre ont été aussi platoniques que celle du 2-3 août 1914 contre la violation de la neutralité et ne sont rendues publiques qu'en 1919.

³⁰ Télégramme de Delcassé à Beau du 7 octobre 1915 (ANLux, Microfilms, Divers, Archives des Affaires étrangères, Guerre 1914-1918, Luxembourg).

³¹ voir à ce sujet: Trausch Gilbert, L'accession au Trône de la Grande-Duchesse Charlotte en janvier 1919 dans sa signification historique, in: Hémecht. Revue d'histoire luxembourgeoise, 2/1979, p. 149-172.

³² Calmes, Christian, Le duel Eyschen-Servais sur le caractère de la Constitution de 1868, in: Id., Au fil de l'histoire, Luxembourg, 1977, p. 9-48.

³³ Compte rendu de la Chambre des Députés, CRCD, 1913-1914, p. 878-879.

³⁴ Der Sturz des Ministeriums, Escher Tageblatt, 23.2.1915, p. 1.

³⁵ Note de von Buch à von Bethmann Hollweg, du 24 février 1915 (PA AA, R8171, Luxembourg 3).

³⁶ voir à ce sujet le récit d'Edouard Oster: Ein Blatt aus unserer zeitgenössischen Geschichte, in: Les Cahiers Luxembourgeois, 5/1949, p. 9-16.

³⁷ Note non datée envoyée à la Direction politique et commerciale du ministère des Affaires étrangères français (ANLux, Microfilms, Divers, Archives des Affaires étrangères, Guerre 1914-1918, Luxembourg).

³⁸ Hoffmann Serge, Les difficultés de ravitaillement du Grand-Duché pendant la Première Guerre mondiale, in: Galerie. Revue culturelle et pédagogique, 1985, n° 1, p. 29

³⁹ Télégramme du 3 octobre 1915 de Beau au Quai d'Orsay; Télégramme du 4 octobre 1915 de Beau au Quai d'Orsay, Dépêche de Beau à Delcassé du 5 octobre 1915 (ANLux, Microfilms, Divers, Archives des Affaires étrangères, Guerre 1914-1918, Luxembourg).

⁴⁰ Archives de la ville de Luxembourg, Registre des décès 1915.

⁴¹ Collart, Auguste, Sturm um Luxemburgs Thron. 1907-1920, Luxembourg, 1991 (1ère édition 1959), p. 168-169.

⁴² Lettre de von Buch à Bethmann Hollweg, du 13 novembre 1915 (PA AA, R8171, Luxembourg 3).

⁴³ Version communiquée par le Quai d'Orsay aux ambassadeurs de France à Bruxelles, à Londres et à Washington.

⁴⁴ Mantoux Pierre, Les délibérations du Conseil des Quatre (24 mars-24 juin 1919), Paris, 1955, t. 1, p. 148.



Portrait dessiné de Paul Eyschen (1841-1915), Premier ministre pendant 27 années de 1888 à sa mort.